

Depuis 1957, l'Union européenne est le premier partenaire économique et de premier bailleur de fonds du Cameroun. Dans ses dispositions actuelles, la Coopération Cameroun-Union Européenne est régie par l'accord de partenariat ACP-CE signé à Cotonou le 23 juin 2000 (en remplacement des accords successifs de Lomé) et révisé à Luxembourg le 25 juin 2005.

Entre 2008 et 2013, ses interventions, notamment dans le cadre du Fonds européen de développement (FED), sont estimées à près de 200 milliards de Francs CFA, l'objectif étant d'accompagner le Cameroun dans ses efforts de bonne gouvernance et de développement socio-économique.

Le portefeuille actuel de la coopération compte **une dizaine de projets et programmes** dont la mise en œuvre et conjointement surveillée par le gouvernement camerounais et la Délégation de l'Union européenne au Cameroun. De la Gouvernance au Développement rural, en passant par les secteurs de la Justice, des Douanes, des Finances publiques, de la Société civile, des infrastructures, etc., il s'agit d'une coopération qui se veut dynamique et entreprenante.

Pour l'année 2013, voici la liste des projets financés par la Coopération UE-Cameroun.

<b>COOPERATION CAMEROUN – UNION EUROPEENNE</b>	
<b>FICHE DE PROJET</b>	
Septembre 2013	
<b>Titre du Projet</b>	<b>Travaux de renforcement du barrage naturel du Lac Nyos</b>

#### Données du projet

1.	<b>Numéro de la Convention de Financement :</b>	CM/FED/21779 (10 <sup>ème</sup> FED, enveloppe B)
2.	<b>Période d'exécution :</b> <b>Durée de mise en œuvre opérationnelle :</b> <b>Autorité contractante :</b> <b>Maître d'œuvre :</b>	72 mois (1 <sup>er</sup> octobre 2010 – 30 septembre 2016) 48 mois (30 septembre 2014) Le Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Ordonnateur National du FED. Direction de l'Institut de recherche Géologique et Minière
3.	<b>Budget total du projet en FCFA :</b>  <b>Contribution CE en FCFA :</b>	6 232 000 000  6 232 000 000
4	<b>Volet/Secteur d'intervention (Code DAC)</b>	41050/Prévention et lutte contre les inondations
5.	<b>Bénéficiaires/Groupe cible :</b>	Populations de cette zone
6.	<b>Zone géographique couverte</b>	Région du Nord-Ouest du Cameroun.
7.	<b>Objectifs :</b>	L'objectif global est de contribuer à la sécurisation de la zone du Lac Nyos, dans le cadre d'un vaste programme impliquant le gouvernement camerounais et d'autres bailleurs, afin de permettre aux populations déplacées après la catastrophe d'août 1987 de se réinstaller dans leur milieu d'origine.  L'objectif spécifique est l'élimination des risques liés à la rupture éventuelle du barrage naturel qui retient les eaux du Lac.
8.	<b>Résultats attendu :</b>	Le résultat attendu est un barrage naturel renforcé et consolidé

	permettant de retenir les eaux du Lac sans risque de rupture.
--	---

<b>Titre du Projet</b>	<b>Programme Routier 10<sup>ème</sup> FED, Tranche 1</b>
------------------------	--

**Données du projet**

1.	<b>Numéro de la Convention de Financement :</b>	CM/FED/20905
2.	<b>Période d'exécution :</b> <b>Durée de mise en œuvre opérationnelle :</b> <b>Autorité contractante :</b> <b>Maître d'œuvre :</b>	72 mois (22/04/2009 – 21/04/2015) 48 mois (22/04/2009 – 21/04/2013) Le Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Ordonnateur National Le Ministère des Travaux Publics
3.	<b>Budget total du projet en FCFA :</b> <b>Contribution CE en FCFA :</b> <b>Cofinancement en FCFA :</b>	57 072 000 000
4.	<b>Volet/Secteur d'intervention (Code DAC)</b>	21020/Transport routier
5.	<b>Bénéficiaires/Groupe cible :</b>	Populations riveraines
6.	<b>Zone géographique couverte:</b>	Région du Nord (pour le projet d'aménagement de la route Garoua Boulai – Nandéké) et régions du Centre et du Littoral (pour le projet de sécurisation de la RN3 – Douala – Yaoundé)
7.	<b>Objectifs :</b>	L'objectif global est l'amélioration des conditions de vie des populations grâce à des infrastructures routières performantes.  L'objectif spécifique est l'amélioration de l'intégration régionale et nationale par l'amélioration des conditions de transports sur des tronçons de désenclavement.
8.	<b>Résultats poursuivis (et IOV):</b>	-La réduction du temps et des coûts de transports sur le tronçon Garoua Boulai Nandéké du corridor régional douala – N'djamena ; -La mise à disposition d'études complètes permettant une mobilisation des bailleurs de fonds sur un projet routier prioritaire ; -La sécurité routière est améliorée sur l'axe lourd (tronçon du corridor Douala/N'Djamena et Douala/Bangui.

<b>Titre du Projet</b>	<b>Programme Routier 10<sup>ème</sup> FED, Tranche2</b>
------------------------	---

**Données du projet**

1.	<b>Numéro de la Convention de Financement :</b>	CM/FED/21538
2.	<b>Période d'exécution :</b> <b>Durée de mise en œuvre opérationnelle :</b> <b>Autorité contractante :</b> <b>Maître d'œuvre :</b>	72 mois (06/05/2010 – 05/05/2016) 48 mois (06/05/2010 – 05/05/2014) Le Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Ordonnateur National Le Ministère des Travaux Publics
3.	<b>Budget total du projet en FCFA :</b> <b>Contribution CE en FCFA :</b> <b>Cofinancement en FCFA :</b>	20 336 000 000 20 336 000 000
4.	<b>Volet/Secteur d'intervention (Code DAC)</b>	21020/Transport routier

5.	<b>Bénéficiaires/Groupe cible :</b>	
6.	<b>Zone géographique couverte:</b>	Région du centre pour la mission d'assistance technique au MINTP et région de l'Extrême- nord pour le projet routier (réhabilitation de la route Figuil-Magada).
7.	<b>Objectifs :</b>	L'objectif global est l'amélioration des conditions de vie des populations par l'intégration régionale et le désenclavement des zones rurales via des infrastructures performantes.  L'objectif spécifique est d'appuyer le gouvernement Camerounais dans l'amélioration de la gestion du réseau routier, avec d'une part un volet travaux constituant la remise en état d'un tronçon de 50 km sur l'axe Figuil-Maroua (116 km) du corridor d'intégration sous-régionale Douala-Djamena, et d'autre part la poursuite du volet appui institutionnel au MINTP, notamment le renforcement des capacités techniques en prolongation des actions menées dans le cadre du 9 <sup>ème</sup> FED.
8.	<b>Résultats poursuivis (et IOV):</b>	-Les performances du MINTP dans la gestion de l'entretien routier et la qualité des travaux réalisés sont améliorées ; -Les conditions de transport sur l'axe Figuil-Maroua sont améliorées et contribuent à la facilitation des échanges nationaux et régionaux.

<b>Titre du Projet</b>	<b>Programme d'Appui à la Gouvernance Forestière au Cameroun</b>
------------------------	--

### Données du projet

1.	<b>Numéro de la Convention de Financement :</b>	CM/FED/2008/020-957
2.	<b>Période d'exécution :</b> <b>Durée de mise en œuvre opérationnelle :</b> <b>Autorité contractante :</b>  <b>Maître d'œuvre :</b>	72 mois (05/05/2009 – 04/05/2015) 60 mois (05/05/2009 – 04/05/2014) Le Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Ordonnateur National Ministère des Forêts et de la Faune/Direction des Forêts
3.	<b>Budget total du projet en FCFA :</b> <b>Contribution CE en FCFA :</b> <b>Cofinancement en FCFA :</b>	5 576 000 000 5 576 000 000
4	<b>Volet/Secteur d'intervention (Code DAC)</b>	41010/Politique de l'environnement et gestion administrative
5.	<b>Bénéficiaires/Groupe cible :</b>	
6.	<b>Zone géographique couverte</b>	Étendue du territoire national
7.	<b>Objectifs :</b>	Contribuer au renforcement et à l'amélioration de la gouvernance forestière et de la gestion durable des ressources naturelles au Cameroun. Il s'agit en particulier de : Contribuer au renforcement des capacités de contrôle du Ministère en charge des forêts à travers l'amélioration des mécanismes et outils de contrôle en place et l'adaptation de la stratégie nationale de contrôle forestier aux exigences du système de vérification de la légalité prévu dans le cadre de l'APV/FLEGT contribuer à la mise en place d'un système de traçabilité du bois, fonctionnel et efficace, qui permette de remonter au lieu d'exploitation d'origine du bois et d'attester que cette origine est valide
8.	<b>Résultats poursuivis (et IOV):</b>	<u><b>Observation indépendante</b></u> Les pratiques forestières illégales et infractions forestières sont documentées et analysées permettant au MINFOF une

	<p>meilleure mise en application de la loi forestière et une amélioration de la gouvernance dans ce secteur;</p> <p>Le taux de couverture annuel en matière de contrôle des concessions est de 60% au moins.</p> <p>Les petits titres font l'objet d'un contrôle systématique.</p> <p><b><u>Renforcement des capacités</u></b></p> <p>Les procédures détaillées de contrôle sont documentées ;</p> <p>Les capacités techniques du MINFOF sont renforcées pour une meilleure planification des opérations de contrôle;</p> <p>Les agents du MINFOF affectés aux opérations de contrôle sont effectivement formés aux techniques de contrôle, leur équipement est amélioré et les rapports de leurs activités sont satisfaisants;</p> <p>l'application des constats de contrôle et du suivi du contentieux est améliorée par des rappels réguliers aux autorités du MINFOF et des orientations en vue d'une application efficiente du régime répressif forestier;</p> <p>Au moins 10 organisations de la société civile ont reçu des formations à l'approche d'OI de la mise en application de la loi forestière et de la gouvernance.</p> <p><b><u>Appui à la mise en place d'un système de traçabilité du bois et de ses dérivées au Cameroun</u></b></p> <p>L'architecture technique du système de traçabilité est développée et validée ;</p> <p>Sur la base des caractéristiques du système de traçabilité proposé, les spécifications techniques de l'équipement nécessaire à la mise en place du système à une échelle pilote sont définies en vue de son acquisition ;</p> <p>Le test du système est réalisé à une échelle pilote, à savoir : un échantillon d'entreprises attributaires de différentes sources d'approvisionnement situées dans la même région de production, accompagné des services centraux et déconcentrés des structures administratives engagées dans le suivi de la chaîne d'approvisionnement ;</p> <p>Sur la base des résultats du test et des rajustements éventuels, le prestataire soumet au gestionnaire une proposition technico-financière complète en vue de la phase d'extension du système de traçabilité à l'échelle nationale ;</p> <p>Les capacités institutionnelles et techniques des services administratifs chargés du contrôle et du suivi ainsi que des autres acteurs de la filière bois sont renforcées par un plan de formation et par l'acquisition de l'équipement adéquat ;</p> <p>La visibilité des résultats du projet est assurée auprès des administrations, du grand public, des ONG et des organisations internationales.</p>
--	---

<b>Titre du Projet</b>	<b>Programme d'Appui à la mise en œuvre du Plan de Modernisation des Douanes</b>
------------------------	--

### Données du projet

1.	<b>Numéro de la Convention de Financement :</b>	CM/FED/2009/021375
2.	<b>Période d'exécution :</b> <b>Durée de mise en œuvre opérationnelle :</b> <b>Autorité contractante :</b> <b>Maître d'œuvre :</b>	84 mois (01/10/2010 – 01/10/2017) 60 mois (01/10/2010 – 01/10/2015) Le Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Ordonnateur National -FED Ministère des Finances/Direction Générale des Douanes
3.	<b>Budget total du projet en FCFA :</b> <b>Contribution CE en FCFA :</b> <b>Cofinancement en FCFA :</b>	4 591 699 000 4 591 699 000 0
4	<b>Volet/Secteur d'intervention (Code DAC)</b>	33120/Facilitation du commerce
5.	<b>Bénéficiaires/Groupe cible :</b>	Douanes camerounaises
6.	<b>Zone géographique couverte :</b>	Étendue du territoire national
7.	<b>Objectifs :</b>	Améliorer l'efficacité des services douaniers à travers en particulier : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La facilitation des échanges internationaux ;</li> <li>- L'amélioration de la collecte des recettes douanières ;</li> <li>- Le renforcement de la mission économique de la Douane.</li> </ul>
8.	<b>Résultats poursuivis (et IOV):</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Extension du système automatisé de dédouanement (SYDONIA) ;</li> <li>- La transparence et la prévisibilité de l'action douanière est assurée ;</li> <li>- Les pratiques douanières sont professionnalisées et s'adosent aux textes en vigueur ;</li> <li>- Amélioration de la gouvernance au sein de la DGD.</li> </ul>

<b>Titre du Projet</b>	<b>Programme d'Appui à la Reforme des Finances Publiques</b>
------------------------	--

### Données du projet

1.	<b>Numéro de la Convention de Financement :</b>	CM /FED/2009/021326
2.	<b>Période d'exécution :</b> <b>Durée de mise en œuvre opérationnelle :</b> <b>Autorité contractante :</b> <b>Maître d'œuvre :</b>	72 mois (08/12/2010 – 07/12/2016) 48 mois (08/12/2010 – 07/12/2014) Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Ordonnateur National du FED Ministère des Finances
3.	<b>Budget total du projet en FCFA :</b> <b>Contribution CE en FCFA :</b> <b>Cofinancement en FCFA :</b>	7 674 696 900 7 674 696 900
4	<b>Volet/Secteur d'intervention (Code DAC)</b>	15111/Gestion des Finances Publiques
5.	<b>Bénéficiaires/Groupe cible :</b>	

<b>6.</b>	<b>Zone géographique couverte</b>	Étendue du territoire national
<b>7.</b>	<b>Objectifs:</b>	<p>Contribuer à la mise en œuvre du PMFP en vue d'améliorer la performance dans la gestion des finances publiques et l'efficacité des services rendus par l'Etat. Il s'agit en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'améliorer la chaîne PPBS et promouvoir la GAR, d'élargir l'assiette fiscale et assurer la collecte des ressources publiques de manière efficiente ;</li> <li>- Renforcer le contrôle externe des finances publiques et la reddition des comptes</li> <li>- Améliorer le dispositif de production et de diffusion de l'information statistique en appui au suivi/évaluation des politiques de développement du pays.</li> </ul>
<b>8.</b>	<b>Résultats poursuivis (et IOV):</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Loi des finances assise sur les budgets-programmes suivant une approche de gestion axée sur les résultats ;</li> <li>- Un système informatisé de suivi des dépenses et de l'exécution budgétaires est opérationnel ;</li> <li>- La comptabilité de l'État est arrêtée quotidiennement par les services et les directions centrales</li> <li>- Les capacités de la Direction Générale des Impôts sont renforcées (ressources humaines, maîtrise du potentiel fiscal, système informatisé de recettes unifié ;</li> <li>- Les capacités humaines et l'exercice des compétences de la Chambre des Comptes sont renforcés</li> <li>- Les tribunaux régionaux des comptes sont opérationnels ;</li> <li>- Contrôle citoyen de la gestion des deniers publics renforcé (société civile) ;</li> <li>- Les capacités du système statistiques sont renforcées (cadre institutionnel, ressources humaines, appareil de production statistique, culture statistique, ..)</li> </ul>

<b>Titre du Projet</b>	<b>Programme d'Appui au Secteur de la Justice au Cameroun (PAJ)</b>
------------------------	---

### Données du projet

<b>1.</b>	<b>Numéro de la Convention de Financement :</b>	CM/FED/2008/020-958
<b>2.</b>	<b>Période d'exécution : Durée de mise en œuvre opérationnelle : Autorité contractante : Maître d'œuvre :</b>	72 mois (08/04/2009 07/04/2016) 48 mois (08/04/2009 – 07/04/2014) Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Ordonnateur National du FED Ministre de la Justice, Garde des sceaux
<b>3.</b>	<b>Budget total du projet en FCFA : Contribution CE en FCFA : Cofinancement en FCFA :</b>	10 807 663 782 (16,476,177.23 EUR) 10 807 663 782 (16,476,177.23 EUR)
<b>4.</b>	<b>Volet/Secteur d'intervention (Code DAC)</b>	15130/Développement des services légaux et judiciaires
<b>5.</b>	<b>Bénéficiaires/Groupe cible :</b>	Ministère de la Justice
<b>6.</b>	<b>Zone géographique couverte</b>	Tout le territoire camerounais.
<b>7.</b>	<b>Objectifs</b>	Objectif global : Améliorer le climat des affaires par la consolidation de l'État de droit au Cameroun.

		<p>Objectifs spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du fonctionnement de la justice commerciale</li> <li>• Amélioration du fonctionnement de la justice administrative</li> <li>• Renforcement des capacités du personnel judiciaire</li> <li>• modernisation du système normatif</li> <li>• facilitation de l'accès à la justice, en particulier vis-à-vis des opérateurs économiques, sans négliger les plus modestes d'entre eux.</li> </ul>
8.	<b>Résultats poursuivis (et IOV):</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La sécurité judiciaire des transactions est renforcée,</li> <li>• Le contentieux entre les administrations publiques et les justiciables, en particulier les opérateurs économiques, est efficacement traité, notamment dans les domaines fiscaux, fonciers, douaniers, sociaux et environnementaux ;</li> <li>• Le cadre fonctionnel de la justice est modernisé, renforcé, et la qualité de ses décisions améliorées ;</li> <li>• La justice est rendue plus accessible, en particulier aux opérateurs économiques, sans négliger les plus modestes d'entre eux.</li> </ul>

<b>Titre du Projet</b>	<b>Programme d'Appui à la Société civile (PASC)</b>
------------------------	---

**Données du projet**

1.	<b>Numéro de la Convention de Financement :</b>	CM/FED/22-071
2.	<b>Période d'exécution :</b> <b>Durée de mise en œuvre opérationnelle :</b> <b>Autorité contractante :</b>  <b>Maître d'œuvre :</b>	72 mois (16/02/2011 – 15/02/2017) 48 mois (16/02/2011 – 15/02/2015) Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Ordonnateur National du FED Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (Direction Générale de la Coopération)
3.	<b>Budget total du projet en FCFA :</b> <b>Contribution CE en FCFA :</b> <b>Cofinancement en FCFA :</b>	4.591.699.000 4.591.699.000
4.	<b>Volet/Secteur d'intervention (Code DAC)</b>	15150/Participation démocratique et société civile
5.	<b>Bénéficiaires/Groupe cible :</b>	Organisations de la société civile
6.	<b>Zone géographique couverte</b>	Tout le territoire camerounais.
7.	<b>Objectifs :</b>	<p><b><u>Objectif global :</u></b> Contribuer à une gouvernance politique, économique et sociale responsable, transparente et participative au Cameroun à travers une meilleure information et implication des OSC dans la définition, la programmation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes et politiques de développement.</p> <p><b><u>Objectifs spécifiques :</u></b> Contribuer au renforcement des capacités organisationnelles, techniques et institutionnelle des OSC intervenant dans le domaine de la gouvernance ainsi que le renforcement du rôle des OSC dans les initiatives de gouvernance, tant au niveau national, régional dans une perspective de durabilité de ces initiatives.</p>

<b>8.</b>	<b>Résultats poursuivis (et IOV):</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• l'accès des OSC à l'information est amélioré et les initiatives de la capitalisation des expériences d'échanges et de concertation des parties prenantes dans une perspective de dialogue social et politique sont promues et renforcées.</li> <li>• Partant d'une approche globale de gouvernance et renforcement des capacités, les OSC participent plus largement et de manière plus compétente, au nom de la citoyenneté, à des actions liées à l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques afin de les rendre plus performantes et efficaces ;</li> <li>• Les compétences organisationnelles, techniques et institutionnelles des OSC, y compris les Organisations relais, ayant une vocation et/ou un rôle dans le dialogue sont renforcées.</li> </ul>
-----------	---------------------------------------	---

<b>Titre du Projet</b>	<b>Programme d'Appui au Processus Électoral</b>
------------------------	---

**Données du projet**

<b>1.</b>	<b>Numéro de la Convention de Financement :</b>	CM/FED/22616
<b>2.</b>	<b>Période d'exécution : Durée de mise en œuvre opérationnelle : Autorité contractante :  Maître d'œuvre :</b>	72 mois (05/07/2011 – 04/07/2017) 48 mois (05/07/2011 – 04/07/2015) Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Ordonnateur National du FED Commission Européenne par l'intermédiaire de la Délégation de l'Union Européenne au Cameroun (gestion centralisée directe)
<b>3.</b>	<b>Budget total du projet en FCFA : Contribution CE en FCFA : Cofinancement en FCFA :</b>	1.311.914.000 (2 000 000 Euros) 1.311.914.000 (2 000 000 Euros)
<b>4</b>	<b>Volet/Secteur d'intervention (Code DAC)</b>	15150/Participation démocratique et société civile
<b>5.</b>	<b>Bénéficiaires/Groupe cible :</b>	
<b>6.</b>	<b>Zone géographique couverte</b>	Tout le territoire camerounais.
<b>7.</b>	<b>Objectifs :</b>	<p><b><u>Objectif global :</u></b> Soutenir la consolidation de la démocratie en appuyant les processus électoraux, afin que les résultats des élections soient crédibles et représentatifs possibles selon les standards internationaux.</p> <p><b><u>Objectifs spécifiques :</u></b> Contribuer au renforcement des capacités organisationnelles, techniques et institutionnelles des acteurs intervenant dans le processus électoral, notamment des médias, des partis politiques, de la société civile et d'ELECAM, afin qu'ils puissent mieux relayer la voix des citoyens.</p>
<b>8.</b>	<b>Résultats poursuivis (et IOV):</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration de la représentativité et de la crédibilité de la liste électorale nationale pour les processus électoraux prévus en 2011, 2012 et 2013.</li> <li>• Renforcement des capacités d'action des acteurs électoraux (éducation civique, suivi et monitoring des processus électoraux.</li> </ul>

<b>Titre du Projet</b>	<b>Programme d'Appui à l'Amélioration de la Productivité Agricole</b>
------------------------	---

### Données du projet

1.	<b>Numéro de la Convention de Financement :</b>	CM/FED/21 465
2.	<b>Période d'exécution :</b> <b>Durée de mise en œuvre opérationnelle :</b> <b>Autorité contractante :</b>  <b>Maître d'œuvre :</b>	72 mois (05/07/2011 – 04/07/2017) 48 mois (05/07/2011 – 04/07/2015) Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Ordonnateur National du FED MINADER/MINEPIA
3.	<b>Budget total du projet en FCFA :</b> <b>Contribution CE en FCFA :</b> <b>Cofinancement en FCFA :</b>	13 120 000 000 13 120 000 000
4.	<b>Volet/Secteur d'intervention (Code DAC)</b>	31110-31120-31161-31162-31163/Agriculture
5.	<b>Bénéficiaires/Groupe cible :</b>	
6.	<b>Zone géographique couverte</b>	Tout le territoire camerounais.
7.	<b>Objectifs:</b>	<p><b><u>Objectif global :</u></b> Améliorer le revenu des exploitants familiaux agro-pastoraux du Septentrion par des réseaux professionnels plus performants, par l'utilisation durable des ressources foncières et de production et par un soutien aux cultures de café et de cacao dans la zone méridionale en vue d'une plus grande sécurité alimentaire au Cameroun.</p> <p><b><i>Volet 1 : PAPA/Appui au Développement de la Filière Laitière (PAPA/ADFL)</i></b></p> <p><b><u>Objectif spécifique :</u></b> Former, équiper et structurer les acteurs de la filière laitière pour sécuriser leurs revenus et mieux approvisionner les marchés de consommation en utilisant de manière plus efficace et durable les ressources naturelles et de production.</p> <p><b><i>Volet 2 : PAPA/Appui à la Diversification en Zone Cotonnière (PAPA/ADZC)</i></b></p> <p><b><u>Objectif spécifique :</u></b> Promouvoir la diversification des spéculations pratiquées en Zone Cotonnière par le renforcement des organisations professionnelles en vue de sécuriser les revenus des producteurs et accroître l'offre mise en marché.</p> <p><b><i>Volet 3 : PAPA/Renforcement des Filières Café et Cacao (PAPA/RFCC)</i></b></p> <p><b><u>Objectif spécifique :</u></b> Contribuer à l'amélioration de la productivité des filières cacao et café par un appui à la production et à la diffusion de matériel végétal amélioré.</p>
8.	<b>Résultats poursuivis (et IOV):</b>	<p><b><i>Volet 1 : PAPA/Appui au Développement de la Filière Laitière (PAPA/ADFL)</i></b></p> <p>1- La connaissance de l'environnement et des pratiques agropastorales est maîtrisée grâce à un Observatoire de l'Élevage participatif investi dans la formation des agro-</p>

	<p>pasteurs</p> <p>2- L'utilisation des ressources naturelles (eau, pâturages) et des cultures fourragères suit des pratiques durables et mieux maîtrisées qui améliorent la productivité de l'élevage ;</p> <p>3- La production laitière et la gestion des troupeaux sont améliorées et accroissent le disponible laitier et les revenus des éleveurs</p> <p>4- La chaîne de transformation et commercialisation coopérative absorbe les variations saisonnières de production et valorise le lait par des produits variés acceptés du marché</p> <p><b>Volet 2 : PAPA/Appui à la Diversification en Zone Cotonnière (PAPA/ADZC)</b></p> <p>1- L'appui-conseil ciblé délivré par la CNPCC et le CRPA améliore l'usage et l'accès aux intrants pour les producteurs diversifiant leurs assolements.</p> <p>2- Des mécanismes et des volumes de financement de sous-projets à coûts partagés plus performants diversifient les revenus des EFA en complément du coton.</p> <p>3- Les réseaux d'appui conseil de la CNPCC et du CRPA et leur collaboration avec d'autres acteurs du développement publics et privés sont perfectionnés.</p> <p><b>Volet 3 : PAPA/Renforcement des Filières Café et Cacao (PAPA/RFCC)</b></p> <p>1- La capacité de production par l'IRAD en semences de base est renforcée.</p> <p>2- Les champs semenciers et les parcs à bois du PSSC et de la SODECAO sont réhabilités.</p> <p>3- La capacité de multiplication des semences améliorées de cacaoyer et des caféiers est renforcée au niveau de la SODECAO et du PSSC.</p> <p>4- Le dispositif de diffusion des plants jusqu'aux producteurs est mis en place.</p> <p>5- La professionnalisation des pépiniéristes privés est renforcée.</p> <p>6- L'information relative au matériel végétal amélioré est disponible et accessible aux acteurs.</p>
--	---

<b>Titre du Projet</b>	<b>Programme de Développement Rural des régions de l'Est, de l'Extrême-Nord et du Nord-Ouest</b>
------------------------	--

**Données du projet**

<b>1.</b>	<b>Numéro de la Convention de Financement :</b>	CM/FED/22616
<b>2.</b>	<b>Période d'exécution :</b> <b>Durée de mise en œuvre opérationnelle :</b> <b>Autorité contractante :</b>  <b>Maître d'œuvre :</b>	84 mois (06/05/2010 – 05/05/2017) 60 mois (06/05/2010 – 05/05/2015) Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Ordonnateur National du FED DGPAT/MINEPAT
<b>3.</b>	<b>Budget total du projet en FCFA :</b>	16 728 000 000

	<b>Contribution CE en FCFA :</b> <b>Cofinancement en FCFA :</b>	16 728 000 000
4	<b>Volet/Secteur d'intervention (Code DAC)</b>	
5.	<b>Bénéficiaires/Groupe cible :</b>	
6.	<b>Zone géographique couverte</b>	Est, Extrême-nord et Nord-ouest
7.	<b>Objectifs :</b>	<p><b>Objectif global :</b> Améliorer durablement les conditions de vie des populations de la zone d'intervention.</p> <p><b>Objectifs spécifiques :</b> Apporter des solutions durables aux problèmes réels des populations (difficultés d'accès aux services de base, manque de revenus), à leur demande et avec leur participation, tenant compte des contraintes socio économiques de la région.</p>
8.	<b>Résultats poursuivis (et IOV):</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le cadre de vie des populations est durablement amélioré</li> <li>• Les revenus des populations sont durablement améliorés</li> <li>• Les capacités et revenus propres des collectivités territoriales décentralisées sont durablement améliorés.</li> <li>• La gestion du programme est effective et s'appuie dans un cadre de suivi-évaluation et de SIG fonctionnel.</li> </ul>

<b>Titre du Projet</b>	<b>Programme d'appui à l'amélioration de la compétitivité de l'économie camerounaise (PACOM)</b>
------------------------	--

### Données du projet

1.	<b>Numéro de la Convention de Financement :</b>	CM/FED/2012/022-938
2.	<b>Période d'exécution :</b> <b>Durée de mise en œuvre opérationnelle :</b> <b>Autorité contractante :</b> <b>Maître d'œuvre :</b>	72 mois (26/02/2013 – 26/02/2019) 48 mois (26/02/2013 – 26/02/2017) Le Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Ordonnateur National -FED Ministère des Finances/Direction Générale des Douanes
3.	<b>Budget total du projet en FCFA :</b> <b>Contribution CE en FCFA :</b> <b>Cofinancement en FCFA :</b>	6 559 570 000 6 559 570 000
4	<b>Volet/Secteur d'intervention (Code DAC)</b>	32130 - SME développement
5.	<b>Bénéficiaires/Groupe cible :</b>	Entreprises camerounaises
6.	<b>Zone géographique couverte :</b>	Étendue du territoire national
7.	<b>Objectifs :</b>	Les objectifs spécifiques sont : (1) la mise à niveau des petites et moyennes entreprises camerounaises du secteur productif industriel et agro-industriel, (2) le renforcement de la normalisation et de la qualité et (3) la mise à la disposition des entreprises de compétences et de structures d'appui plus efficaces.
8.	<b>Résultats poursuivis (et IOV):</b>	<p>Les résultats attendus sont de trois types :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Les entreprises ciblées sont mises à niveau et leur capacité concurrentielle améliorée</li> <li>-Les entreprises ont renforcé leur système de management de la qualité, de l'environnement, de la sécurité et des conditions de travail, et certaines sont certifiées et les systèmes de normalisation sont appuyés et développés</li> <li>- Le climat des affaires est amélioré par le renforcement <u>du</u></li> </ul>

		dialogue et de la communication entre le public et le privé, ainsi que par l'alignement de l'environnement des entreprises aux standards des économies performantes
--	--	---